

ministre avec peu de sincérité. Aucun ministre de la Couronne digne de ce nom ne pourrait dire à la Chambre ce que le ministre a déclaré, si ce n'est par plaisanterie. Ce serait une mauvaise plaisanterie, à la vérité, de tourner la page sur mille années glorieuses d'histoire et de progrès de la démocratie dans le monde occidental.

Des voix: Bravo!

M. Bigg: Ce ministre de la Couronne se soucie très peu, s'il s'en soucie, des droits de la démocratie. Il est l'élu du peuple, un homme élevé dans l'Ouest, près de la terre elle-même, et qui a été l'objet de la très avantageuse générosité de Cecil Rhodes. Il faudrait qu'il s'aiguise l'esprit. Il en a besoin.

Que lui a-t-on fait à Oxford? Ce n'est pas loin d'Oxford qu'on a décapité un roi parce qu'il avait fait quelque chose de bien moins grave que ce qu'il a fait ce soir. Charles 1^{er} a été la victime d'une croyance dépassée, le droit divin des rois. Quel homme ose déclarer aujourd'hui à la Chambre que les premiers ministres ou les ministres de la Couronne ont le droit divin de nous obliger à penser comme eux, et de nous dire: il faut que ça vous plaise?

• (1.00 a.m.)

On peut lire dans le hansard le compte rendu d'un grand débat qui avait eu lieu à la Chambre après le renversement de manière réglementaire et démocratique, d'un gouvernement plein d'arrogance. Qu'avait alors trouvé à dire le premier ministre (M. Trudeau), l'homme qui était à l'époque ministre de la Justice? Il avait dit: «Nous déciderons...»—et il n'entendait même pas, par ce «nous», le parti libéral, mais la clique privilégiée du parti libéral—«Nous déciderons», avait-il dit, «pendant, avant et après le débat, ce qu'il convient de faire dans ce pays.» Cela figure au compte rendu. Ce n'est pas la première fois que je prends la parole à la Chambre pour exhorter les députés à lire le hansard, à lire les livres qu'a écrits cet homme, les livres dans lesquels il indique l'orientation qu'il a choisie et décrit la voie qu'il compte suivre. Il y a un autre homme qui, il y a quelque quarante ans, avait écrit un livre, *Mein Kampf*, dans lequel il exposait la voie qu'il s'était tracée. N'est-ce pas une étrange coïncidence que trente ans exactement avant la date à laquelle cette motion a été présentée à la Chambre, soit, le 15 septembre 1940, les Forces alliées étaient obligées de descendre 285 avions allemands pour prouver que nous défendions jusqu'à la mort notre droit de décider à notre manière, à la racine, ce qu'il conviendrait de faire avant, pendant et après le débat?

Lorsque j'ai entendu à la Chambre ces propos arrogants il y a plus de trois ans, je m'attendais à ce que tous les députés libéraux de l'arrière-ban fassent ce que certains de nos plus grands députés ont fait depuis, même s'il n'y en a eu qu'un ou deux—Dieu merci, il en reste un ou deux au pays qui ont le courage de se lever et de faire face au non-parti, de rejeter la non-dictature qui étend rapidement son emprise à tout le pays. «Si vous n'aimez pas la manière dont je conduis les affaires de ce pays, rentrez chez vous, prêchez la révolution et cultiver des radis.» Avez-vous déjà entendu ces mots? Moi, je les ai entendus. Les a-t-on prononcés en plaisantant? Cultiver des radis? Comme il ne sert plus à rien de cultiver du blé, car si vous vous adonnez à cette culture, vous ne toucherez pas les \$2 du boisseau que vous a promis le

grand parti libéral. Le bon temps du parti libéral est devenu les dures années de Pierre Trudeau et compagnie—on ne peut appeler cela un gouvernement ni un cabinet.

En effet, les mains sont les mains du ministre chargé de la Commission canadienne du blé, mais les politiques sont celles du premier ministre (M. Trudeau). Il a dû dire au ministre qu'il lui botterait le derrière comme il a botté celui du garçonnet de Saskatchewan s'il osait s'opposer à ce demi-dieu. Je vais vous botter le derrière, monsieur le ministre. J'espère que je le fais en ce moment. Comment aimeriez vous manger de la merde? C'est le conseil que notre glorieux premier ministre a donné aux braves travailleurs de Montréal qui voulaient gagner leur pain en conduisant des camions. Est-ce le genre de démocratie que nous voulons appuyer? Oui, montrez-le du doigt et donnez-lui des ordres; il n'est pas obligé de les suivre. Je ne m'écarterai pas du sujet et vous le savez. Pourquoi ne pas «fuddle duddle»? Démissionnez. C'est ce que cela veut dire dans le langage du premier ministre; «fuddle duddle» le plus vite que vous pouvez.

Les coïncidences sont nombreuses cette semaine. Prince Albert, en Saskatchewan, fut la patrie politique de sir Wilfrid Laurier, l'un des grands libéraux canadiens, l'un de nos grands dirigeants, un Canadien dont le nom voulait tout dire. Nous avons encore le député de Prince Albert (M. Diefenbaker) dont c'est l'anniversaire de naissance demain, qui compte à son actif de longues années de lutte pour son pays. J'aimerais qu'il soit présent ce soir car je sais qu'il aurait mieux réussi que moi à vous botter les fesses.

Le ministre a obtenu pour tout appui celui d'un homme qui, ne supportant pas la chaleur qui se dégage de ce côté-ci, a dû sortir de la cuisine. Est-il en train de prêcher pour son saint? Je pense qu'il pourrait faire beaucoup mieux car, malgré son ignorance, il vaut encore plus que ceux qui ont pratiqué les sophismes d'Oxford. S'il est un endroit où nous n'avons pas à faire preuve de prudence, c'est bien ici. On peut parler ici de trahison, si on le désire, et on l'a fait plus d'une fois en ma présence. J'ai gardé bien tranquillement ma place et j'ai écouté. Après 23 ans au cours desquelles j'ai juré d'obéir, en ma qualité d'officier de police, je n'ai jamais été aussi scandalisé que depuis 24 heures. Je prie Dieu que le solliciteur général du Canada veuille signer un mandat. Je ne demanderai pas mieux que de le signifier.

Le gouvernement est à court d'idées. Il a gaspillé notre argent et il est vaguement à la recherche d'autres sources de revenu; je ne parle pas des merveilleuses espérances fiscales. Il a puisé dans les fonds réservés à l'agriculture et cherche une excuse pour ne pas les payer. Il faudrait que le gouvernement compense un peu le nationalisme économique pratiqué par les États-Unis. On a trop dit sur ce sujet, mais il faut se rappeler que notre jeune pays essaie de s'accommoder avec ses voisins. Notre sagesse sur le plan international est retombée sur nous. Le plan à long terme esquissé dans le livre du premier ministre tombe à plat. Il nous y enseignait la façon de conquérir pas à pas le Canada. Il soutient que nous ne devons pas nous préoccuper du régime fédéral, qui fonctionne admirablement, et que nous avons plus à gagner en recourant à des moyens démocratiques plutôt qu'aux armes à feu; il nous faut simplement abolir le processus démocratique.

Sir John A. Macdonald a signé, en 1873, un document très important qui créait la Gendarmerie royale du Nord-